



LA CHINE, PUISSANCE INCONTOURNABLE AU MOYEN-ORIENT

Comité Moyen-Orient – Jeunes de l'IHEDN

Ce texte n'engage que la responsabilité de son auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Depuis l'annonce du projet de nouvelles routes de la soie par Xi Jinping en 2013, la politique étrangère de la Chine est l'objet de nombreux fantasmes, souvent teintés d'impérialisme ou de néocolonialisme sous la focale occidentale. Si l'Afrique est généralement présentée comme la pièce-maîtresse du puzzle chinois en termes de matières premières et de débouchés commerciaux, le Moyen-Orient représente également une région importante dans la stratégie du pays. Après plus de deux décennies de relations bilatérales accrues avec la plupart des pays de la zone, la Chine semble désormais nourrir l'espoir d'y supplanter l'hégémonie de son rival étatsunien.

En 2017, en important plus de 8,4 millions de barils par jour, la Chine est officiellement devenue le premier importateur de pétrole au monde, devant les États-Unis¹. Ces chiffres témoignent des besoins effrénés du pays en hydrocarbures, afin de faire tourner son économie et de pérenniser sa production industrielle. Évidemment, en raison des réserves colossales qu'il abrite sous son sol, le Moyen-Orient représente un intérêt majeur pour la Chine en termes d'approvisionnement énergétique. Sans surprise, c'est dans cette région du monde que les importations chinoises de pétrole et de gaz ont le plus augmenté. En 2017, 70 millions de tonnes de gaz étaient importées en Chine, principalement en provenance du Qatar. Sur la même période, 420 millions de tonnes d'or noir transitaient depuis le Moyen-Orient vers l'Empire du milieu, essentiellement depuis les monarchies du Golfe² et en premier lieu l'Arabie saoudite, mais aussi l'Irak et l'Iran, pays avec lequel Pékin entretient d'étroites relations. L'État central chinois avait notamment signé avec Téhéran un contrat de 70 milliards de dollars pour l'importation de pétrole brut, en 2005³.

Mais les liens économiques que tisse Pékin avec l'ensemble des pays du Moyen-Orient sont loin de se limiter au seul secteur énergétique. Portée par les ambitions immenses de Xi

¹ Sur le sujet, voir <https://www.connaissancedesenergies.org/la-chine-premier-importateur-mondial-de-petrole-brut-en-2017-180216>

² Environ 46% des importations chinoises de pétrole provenaient des six États arabes du Golfe persique, c'est-à-dire l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Bahreïn, le Koweït, le Qatar et Oman. Sur le sujet, voir Romain Brunet, « La Chine, nouvel acteur bientôt incontournable au Moyen-Orient », France 24, 2016 [En ligne] Disponible via <https://www.france24.com/fr/20160120-chine-xi-jinping-moyen-orient-arabie-saoudite-egypte-iran-route-soie> [Consulté le 27 novembre 2018]

³ Any Bourrier, « La Chine, un puissant soutien de l'Iran », RFI, 2017 [En ligne] Disponible via <https://savoirs.rfi.fr/es/comprendre-enrichir/geopolitique/la-chine-un-puissant-soutien-de-liran> [Consulté le 27 novembre 2018]

Jinping, arrivé au pouvoir en 2013 et potentiel président à vie⁴, la Chine étend sa toile économique et financière partout dans le monde, afin de s'imposer à l'horizon 2050 comme la première puissance mondiale, en termes de rayonnement international⁵. Ce désir, expressément mentionné par le chef d'État lors du dix-neuvième Congrès du Parti communiste chinois (PCC), se traduit concrètement par un projet d'ampleur planétaire : les nouvelles routes de la soie, que l'on appelle également *Belt and Road Initiative* (BRI). Dévoilé pour la première fois par le président Xi en 2013, le projet de base prévoyait de couvrir 65 pays, 62% de la population mondiale et 31% du PIB qui y est associé, notamment à travers deux couloirs terrestre et maritime, mais aussi sept corridors de développement économique, parmi lesquels celui menant à l'Extrême-Orient russe via la Mongolie, ceux conduisant à l'Inde, à l'Iran et à Moscou, en Russie⁶. Au niveau maritime, le pouvoir chinois développe ses axes de circulation en déployant sa stratégie du « collier de perles », c'est-à-dire d'acquisitions de bases portuaires partout dans le monde, à Gwadar au Pakistan, à Marsa al-Bashair au Soudan ou à Djibouti⁷.

Ainsi, aussi bien en termes de besoins énergétiques que d'emplacement géographique, le Moyen-Orient s'avère incontournable pour la réalisation des nouvelles routes de la soie. La zone constitue un point de transit et d'ancrage stratégique dont le pouvoir central chinois ne peut se passer. Dès lors, ce dernier met tout en œuvre pour assurer ce que l'économiste Jean-Joseph Boillot appelle une politique du « win-win », c'est-à-dire servant également les intérêts propres des pays avec lesquels il noue des partenariats. Concrètement, cela se traduit par une forte croissance des investissements et des échanges chinois avec les États de la région, couplé à une diversification accrue des secteurs visés. Les échanges chinois avec les monarchies du Golfe avoisinaient ainsi les 70 milliards de dollars en 2014. Le commerce bilatéral avec l'Iran progressait de 22%, passant la barre des 30 milliards de dollars en 2015. Celui avec l'Égypte atteignait les 12 milliards la même année.

Si la Chine parvient à pénétrer autant les marchés des pays arabes, c'est notamment en raison d'une pratique commerciale couramment appelée « business Ali Baba »⁸. Pour les entreprises chinoises, cette dernière consiste à utiliser l'identité musulmane de pays asiatiques pour réaliser plus d'échanges commerciaux avec le Moyen-Orient. En Malaisie par exemple, la Chine profite de la politique commerciale du gouvernement malaisien, désireux de faire du pays un véritable hub halal international⁹. Dans les faits, des entrepreneurs chinois ou sino-malaisiens détiennent des entreprises dirigées officiellement par des Malais, avec des noms

⁴ L'actuel président chinois a fait voter au Parlement l'abolition de la limitation de mandats présidentiels dans le temps. Sur le sujet, voir https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/xi-jinping-president-a-vie-en-chine-on-ne-voit-pas-la-veritable-reaction-de-la-population_2651586.html

⁵ Dans son discours prononcé à la tribune du 19^{ème} congrès du Parti communiste chinois, Xi Jinping a notamment déclaré que « le maintien et le développement du socialisme à la chinoise ont pour mission globale [...] de faire de la Chine, en deux étapes et vers le milieu du siècle, un grand pays socialiste beau, moderne, prospère, puissant, démocratique, harmonieux et hautement civilisé ». L'intégralité du discours du président chinois est disponible via http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm.

⁶ Andreea Brînză, « Redefining the Belt and Road Initiative », *The Diplomat*, 2018 [En ligne] Disponible via <https://thediplomat.com/2018/03/redefining-the-belt-and-road-initiative/> [Consulté le 27 novembre 2018]

⁷ Tanguy Struye de Swielande, « Offensive chinoise en Afrique », Note d'analyse 3, Université Catholique de Louvain, 2009, p.15 [En ligne] Disponible via <https://alfresco.uclouvain.be/alfresco/service/guest/streamDownload/workspace/SpacesStore/8a42ae90-eea5-4d92-bf43-89137d37bd6e/NA03%20Offensive%20chinoise%20en%20Afrique.pdf?a=true&guest=true> [Consulté le 28 novembre 2018]

⁸ David Delfolie, Nathalie Fau, Elsa Lafaye de Micheaux, « Dynamiques socioculturelles et nouvelles opportunités économiques », dans *Malaisie - Chine : une « précieuse » relation*, Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2016, pp.75-120 [En ligne] Disponible via <http://books.openedition.org/irasec/113> [Consulté le 27 novembre 2018]

⁹ *Ibid.*

musulmans. En payant une rente à ces derniers, les *businessmen* de l'Empire du milieu font transiter leurs produits via la Malaisie. Ils y sont alors légèrement transformés, reconditionnés et réexpédiés au Moyen-Orient certifiés *halal*.¹⁰ Si la pratique peut sembler condamnable sur le plan moral, elle joue un rôle non-négligeable dans la forte croissance des échanges commerciaux entre la Chine et l'Arabie saoudite, l'Iran ou l'Égypte susmentionnées.

Le cas des relations sino-égyptiennes illustre d'ailleurs à merveille la stratégie d'intérêts réciproques menée par la Chine à l'égard des pays arabes. Si Pékin resserre ses liens économiques et commerciaux avec Le Caire depuis les années 1990, le partenariat sino-égyptien est véritablement devenu un modèle de relations Chine-Monde arabe à partir des années 2010. Après la révolution de 2011 et la période Morsi, c'est avec l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al-Sissi en 2014 que les relations bilatérales Chine-Égypte ont atteint le statut de partenariat stratégique global, plus haut niveau établi par la diplomatie chinoise¹¹. Cela signifie qu'il est complet, c'est-à-dire qu'il englobe les domaines politique, économique, culturel, militaire, etc. À titre d'exemple, le pouvoir chinois a annoncé en 2016 de nouvelles subventions d'une valeur de 200 millions de dollars pour la construction d'infrastructures de santé, d'assainissement de l'eau, mais aussi pour l'extension de la zone industrielle du canal de Suez, axe majeur des nouvelles routes de la soie¹². Un an auparavant, Pékin avait déjà décidé le financement à hauteur de 10 milliards de dollars de quinze projets d'infrastructures industriels, énergétiques et de transports¹³. Parallèlement, la Chine et l'Égypte se sont réaffirmées un soutien mutuel dans leurs intérêts fondamentaux respectifs : le régime d'al-Sissi appuie le principe d'une seule Chine du PCC¹⁴, tandis que ce dernier défend le respect des droits du peuple égyptien à choisir son régime et sa politique de développement, condamnant de fait la « responsabilité de protéger », norme de droit international public adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies lors du sommet de 2005¹⁵.

En somme, au-delà des investissements réels, la stratégie de la Chine lui permet d'accroître son influence et son capital politique en Égypte de manière exponentielle, alors que cette dernière voit dans Pékin l'opportunité d'étirer sa marge de manœuvre diplomatique, et de dépendre moins étroitement de Washington.

La Chine applique alors cette logique d'intérêts réciproques à l'ensemble des pays du Moyen-Orient sans exception. Partout, elle prend le contrepied des politiques occidentales en réaffirmant le principe de non-ingérence dans les affaires internes, et en prônant le respect et les avantages mutuels. Cette politique étrangère, basée sur « l'intelligence relationnelle »,

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ En termes de relations bilatérales, le Parti communiste chinois a établi trois niveaux d'accords : les « partenariats », les « partenariats stratégiques » et les « partenariats stratégiques globaux ». Sur le sujet, voir Georg Strüver, « International Alignment between Interests and Ideology : The Case of China's Partnership Diplomacy », GIGA Working Papers, n°283, 2016, pp.12-15 [En ligne] Disponible via

https://www.researchgate.net/publication/272786284_China's_Strategic_Partnership_Diplomacy_Determinants_and_Outcomes_of_International_Alignment [Consulté le 29 novembre 2018]

¹² « Egypt FM to discuss bilateral ties, attend cooperation forum in China », Xinhua, 2018 [En ligne] Disponible via http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/08/c_137308996.htm [Consulté le 28 novembre 2018]

¹³ Ces projets d'infrastructures prévoient notamment la rénovation du chemin de fer urbain au Caire, l'expansion du port d'Alexandrie, l'amélioration du réseau de transport de l'électricité ou encore la construction de centrales électriques à Attaka, Eyoun Mousa et El Hamrawein.

Sur le sujet, voir Elena Aoun, Thierry Kellner, « La pénétration chinoise au Moyen-Orient : le cas des relations sino-égyptiennes », *Monde chinois*, 2015/4, pp.50-67.

¹⁴ Sur le sujet, voir <http://www.lefigaro.fr/international/2016/12/12/01003-20161212ARTFIG00192-la-chine-unique-un-principe-ancien-et-internationalement-reconnu.php>

¹⁵ Michel Duclos, « La responsabilité de protéger », *Commentaire*, vol. numéro 153, no. 1, 2016, pp. 217-218 [En ligne] Disponible via <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2016-1-page-217a.htm> [Consulté le 28 novembre 2018]

l'autorise à faire fi des tensions politico-religieuses secouant la région depuis des décennies. Ainsi, elle peut aussi bien commercer avec l'Arabie saoudite et l'Iran, Israël ou la Palestine, en dépit des conflits opposant certaines de ces entités. Au demeurant, elle met tout en œuvre pour assurer la stabilité de la région, essentielle à la mise en œuvre du projet de nouvelles routes de la soie. Surtout, grâce à cette stratégie, la Chine tend à renforcer considérablement son influence internationale, jusqu'à devenir incontournable dans la résolution de nombreuses crises et de multiples conflits éclatant au Moyen-Orient. La crise iranienne, le conflit israélo-palestinien, les tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite ou encore la lutte contre le terrorisme sont autant de sujets pour lesquels la Chine peut se targuer d'avoir un rôle décisif à jouer. « Plus rien ne se fait dans le monde sans que la Chine n'influence ou ne pèse sur les dossiers », affirme alors Jean-Joseph Boillot¹⁶.

En définitive, le déploiement de la puissance économique et commerciale de la Chine à l'international apparaît comme un outil stratégique au service d'ambitions bien plus grandes. Xi Jinping semble percevoir le Moyen-Orient comme un territoire essentiel pour atteindre son objectif ultime de faire de la Chine la première puissance mondiale au milieu du XXI^{ème} siècle. Comme sur le continent africain, le gouvernement chinois tire son épingle du jeu en surfant sur le *business*, le respect mutuel et les intérêts réciproques pour supplanter les puissances occidentales, et en premier lieu les États-Unis, en tant qu'incontournable sur les plans politique et diplomatique. Pékin doit toutefois rester sur ses gardes. En jouant sur tous les tableaux, elle réalise un numéro d'équilibriste qui n'est pas sans risques. L'Arabie saoudite voit par exemple d'un mauvais œil le soutien diplomatique chinois à la Russie et l'Iran dans le conflit syrien. En soutenant aussi fermement Téhéran vis-à-vis des sanctions internationales, Pékin a tendance à agacer les dirigeants israéliens souhaitant réduire l'influence iranienne dans la région. Malgré tout, les puissances du Moyen-Orient restent extrêmement bienveillantes envers la Chine. Le silence des dirigeants de pays arabomusulmans vis-à-vis du sort réservé par le pouvoir chinois à la minorité ouïghour est à cet égard très significatif¹⁷. Pour l'heure, devant les importants bénéfices économiques et commerciaux qu'offre une relation de bonne entente avec la Chine, la majorité des pays de la région s'engagent dans la voie de la coopération stratégique.

Victorien BOURGEOIS

Étudiant à Sciences Po Lille en Master 2 « Stratégie Intelligence et Gestion des Risques »

Membre du comité Moyen-Orient des Jeunes de l'IHEDN.

¹⁶ Romain Brunet, 2016, *Op. Cit.*

¹⁷ Sur le sujet, voir Laurence Defranoux, « Ouïghours : la Chine reconnaît des camps 'pour éduquer' », Libération, 2018 [En ligne] Disponible via https://www.liberation.fr/planete/2018/10/14/ouighours-la-chine-reconnait-des-camps-pour-eduquer_1685316 [Consulté le 27 novembre 2018]